



Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République Française
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris

Montceau les Mines, le 14 Janvier 2019

Monsieur le Président de la République,

« Je vous écris cette lettre, que vous lirez peut-être..... »

Peut-être, car nos précédents courriers adressés au Premier ministre, à la ministre de la Santé, notre pétition validée par des milliers de signatures, sont restées lettre morte et n'ont pas abouti au débat que nous, Collectif de défense des Usagers des hôpitaux, n'avons cessé de réclamer. Nous avons pris connaissance de votre lettre et, avec vous, nous affirmons que les services publics sont vitaux, et singulièrement celui de la Santé, objet du présent courrier.

Par contre nous pensons qu'ils ne sont pas "un coût " mais une RICHESSE, une partie de notre patrimoine que nous avons créé par Nos cotisations sociales et Nos impôts.

Notre système de santé est au bord de l'effondrement. Nos hôpitaux sont gérés comme des entreprises où la finalité n'est pas de répondre aux besoins de santé de la population mais d'assurer l'équilibre financier, avec comme variable d'ajustement la fermeture de services et les conséquences sociales désastreuses qu'elle entraîne.

C'est ce qui est arrivé au Centre Hospitalier de Montceau les Mines où, au nom de la rentabilité, le directeur de l'ARS de Bourgogne Franche Comté a fermé le service de chirurgie qui desservait un bassin de vie de plus de 100 000 habitants résidant à + ou - trente minutes de cet hôpital. Mesure qui, de plus, n'a pas rétabli l'équilibre financier, le déficit annuel restant au même niveau ! Un comble !

Au-delà de notre CH, ce même directeur, monsieur Pribile, a réussi à faire l'unanimité des maires de Bourgogne Franche Comté contre son Plan Régional de santé. Alors, pour que votre affirmation selon laquelle « les maires auront un rôle essentiel car ils sont vos élus et donc l'intermédiaire légitime de l'expression des citoyens » soit mise en œuvre, il vous faudra remettre en question les directives données à vos représentants régionaux.

Jusqu'alors monsieur Pribile n'a eu de cesse de nous opposer sa suffisance, son mépris. Voilà plusieurs mois, qu'avec les maires de Montceau les Mines, Saint-Vallier, Sanvignes, Blanzay, nous lui demandons une entrevue pour débattre du retour de la chirurgie ambulatoire dans notre centre hospitalier. Sans résultat à l'heure où nous rédigeons la présente.

Monsieur le Président, à l'heure où vous lancez ce débat national, nous vous demandons d'intervenir auprès du directeur de l'ARS de Bourgogne Franche Comté pour qu'il cesse sa besogne de démantèlement du système de santé de notre région. Qu'il respecte les élus et les représentants des usagers des hôpitaux et accepte de dialoguer avec eux. Qu'il arrête son mode de fonctionnement autoritaire sans possibilité réelle de discussion qui le conduit à imposer ses vues purement comptables au détriment de l'offre de soins.

Bien sûr, si ce monsieur doit nous rencontrer pour nous dire qu'il ne changera pas de cap, ne vous donnez pas cette peine ! Nous saurons alors en tirer les leçons, nous et les habitants de notre bassin de vie condamnés à l'errance chirurgicale.

Ceci est notre doléance que vous lirez peut-être.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos sentiments citoyens.

Michel Prieur
Président du Codef